

Au collège d'Europe, pour les étudiants britanniques, les dés sont jetés

27 novembre 2018

Avec la sortie de l'UE du Royaume-Uni, aucun Britannique ne peut plus prétendre à des postes de fonctionnaires au sein des institutions européennes. Au collège d'Europe, à Bruges, on enseigne les affaires européennes. Les étudiants britanniques y déploient, tous, des stratégies pour composer avec cette décision en fonction de leur objectif de carrière.

Situé dans le comté de Flandres, Bruges a l'Europe dans le coeur. Son patrimoine médiéval belge, ses canaux et ses rues pavées attirent les touristes, mais aussi de nombreux étudiants internationaux au Collège d'Europe. La sélection y est rigoureuse : sur les 2000 dossiers présentés, 331 élèves ont été admis en septembre 2018. Le Collège accueille 48 nationalités, dont huit Britanniques. Parmi lesquels, Katherine Pye, 21 ans. La jeune femme étudie les relations internationales et diplomatiques de l'Union européenne.

« C'était pour Halloween, je m'étais déguisée en article 50 du Traité de l'Union européenne [Celui qui permet un à Etat membre de se retirer de l'Union européenne], explique Katherine, en montrant une photo sur son téléphone. Je suis Britannique, je vis en Europe et le Brexit m'attriste. Ici, on essaie d'en rire comme on peut », justifie-t-elle. Après un diplôme d'Histoire et Sciences politiques dans la prestigieuse Université d'Oxford, elle a intégré à 21 ans le Collège d'Europe installé à Bruges.

Elle, Susanna et William, deux autres étudiants britanniques, sont installés sur les marches de la cour à Verversdijk, un des sites du Collège brugeois. Quelques rayons de soleil parviennent jusqu'à leur visage. Autour d'eux, les bâtiments de l'institution allient tradition et modernité. L'édifice historique, datant du XVIIème siècle, fait face à de nouveaux auditoriums et salles de séminaire. Aux murs trônent de grands portraits d'anciens élèves, sous lesquels sont inscrits leurs devises et expériences. La fondation, labellisée d'utilité publique, a vu passer dans ses rangs des personnalités de haut rang à l'image de Nick Clegg, ancien vice-Premier ministre au Royaume-Uni ou l'ancien président de la Commission européenne, Manuel Marin. Les trois étudiants font d'ailleurs partie de la promotion qui porte son nom. Depuis le référendum de juin 2016, le

Brexit constitue un vaste sujet de discussion. [Une poignée d'élèves y ont d'ailleurs consacré une émission radio.](#)

Brexit : après la stupéfaction, l'incertitude

Si le Brexit est un déchirement pour ces européens convaincus, il affecte aussi directement leurs perspectives de carrière. Désormais, aucun ressortissant britannique ne pourra prétendre à une carrière de fonctionnaire au sein des institutions européennes. « *C'est sûr que ça va limiter les possibilités* », lâche Susanna, 24 ans, d'un air désabusé. Elle poursuit : « *Pour le moment je voudrais rester en Belgique, à Bruxelles. Je pense me tourner vers d'autres d'organisations et ONG qui ont leur siège dans l'Union européenne.* » Reste pour elle, l'incertitude du visa qu'elle va devoir demander pour vivre en Belgique : « *C'est encore très flou. Avant que l'on fasse partie de l'UE, il était possible d'y vivre et d'y travailler donc il n'y a pas de raisons qu'on ne revienne pas à ça !* » Pour le moment, la jeune fille attend la sentence en scrutant de près les négociations entre l'Union européenne et le Royaume-Uni. La question du visa ne posera pas problème à Katherine : « *Je suis en plein dans des démarches pour obtenir la nationalité irlandaise. Mon père est irlandais. Je ne l'avais pas demandé avant car je n'en avais pas besoin, mais maintenant ça va beaucoup m'aider pour rester dans l'Union européenne* ». La jeune femme n' imagine pas retourner au Royaume-Uni. Sa vie, elle est à Bruxelles, au coeur des institutions européennes.

Midi sonne. Des dizaines d'étudiants dévalent les escaliers pour leur pause déjeuner. Dans le foyer, entre ses deux camarades anglaises, William avoue presque gêné : « *J'ai toujours voulu retourner travailler à Londres donc ça ne change pas grand chose pour moi, je n'ai jamais vraiment eu envie de travailler pour Bruxelles.* » Ce diplômé de Cambridge suit le parcours de droit européen du collège et veut se spécialiser en droit de la concurrence.

En 2018, 26% des étudiants en poste dans les institutions européennes

Trois parcours témoignent de la diversité des carrières des diplômés du Collège de l'Europe qui est souvent présenté, à tort, comme « *l'ENA européen* ». « *Les*

fonctionnaires au sein des institutions européennes représentent environ 26% de nos diplômés », explique Xavier Esteve qui dirige le bureau des carrières du Collège. Une majorité travaille dans le privé. Il ne s'inquiète donc pas pour ses étudiants britanniques : « *Ils seront toujours les bienvenus pour étudier ici* ». D'autant plus que la sortie de l'Union européenne n'est pas « *une rupture de relations entre eux et nous* », ajoute Sieglinde Gstöhl, directrice du master Relations internationales et études diplomatiques de l'Union européenne au Collège.

« *Il va falloir renégocier une nouvelle relation entre le Royaume-Uni et l'Union européenne. On reste des partenaires. Côté britannique, ils auront de toute façon toujours besoin de spécialistes sur les questions européennes* », détaille-t-elle, le ton confiant. Selon cette politologue, spécialiste des questions européennes, c'est ce qui explique que le Royaume-Uni continue d'attribuer des bourses aux étudiants anglais pour venir étudier au Collège. « *70% des élèves reçoivent des bourses des gouvernements de leur pays pour pouvoir étudier ici.* »

Elle déplore tout de même l'absence de fonctionnaires britanniques dans les institutions européennes, à l'avenir : « *C'est dommage pour le futur des institutions européennes parce que les fonctionnaires britanniques ont une très bonne réputation. Ils sont très pragmatiques, constructifs et professionnels.* » Au collège, l'actualité du Brexit a intégré nombre d'enseignements. Le cours sur l'élargissement de l'Union européenne s'intitule, à présent, « *EU enlargement and UK withdrawal* » ou « *L'élargissement de l'Union européenne et le retrait du Royaume-Uni* » en français. Dans les esprits de tous, étudiants comme professeurs, une question se pose : le Brexit ouvre-t-il la marche pour d'autres pays ?

Charlotte DUPON et Marjorie LAFON
Photos : Charlotte DUPON

<http://quitteoudouble.eu/2018/11/27/college-deurope-etudiants-britanniques-des-jetes/>